



**Visite au Canada  
du premier ministre  
de la République populaire  
de Chine  
M. Zhu Rongji**

**du 14 au 20 avril 1999**

---

**Cahier d'information**

**Canada**

Imprimé au Canada  
Printed in Canada



recycled paper  
Printed on



Imprimé sur du  
papier recyclé

Ministère des Affaires étrangères  
et du Commerce international  
Department of Foreign Affairs  
and International Trade



DOCS  
CA1 EA 99V35 EXF  
Visit to Canada by ZHU Rongji  
Premier of China, April 14-20, 199  
: background information. --  
16444777

## Table des matières

### *Renseignements généraux*

Les relations entre le Canada et la Chine 7

Les accords entre le Canada et la Chine 15

Fiche documentaire sur la Chine 17

### *Notices biographiques*

Le premier ministre de la Chine, M. Zhu Rongji 21

Le conseiller d'État, M. Wang Zhongyu 22

Le ministre des Affaires étrangères, M. Tang Jiaxuan 23

Le président de la Commission de planification du développement de l'État,  
M. Zeng Peiyan 24

Le ministre du Commerce international et de la Coopération économique,  
M. Shi Guangsheng 25

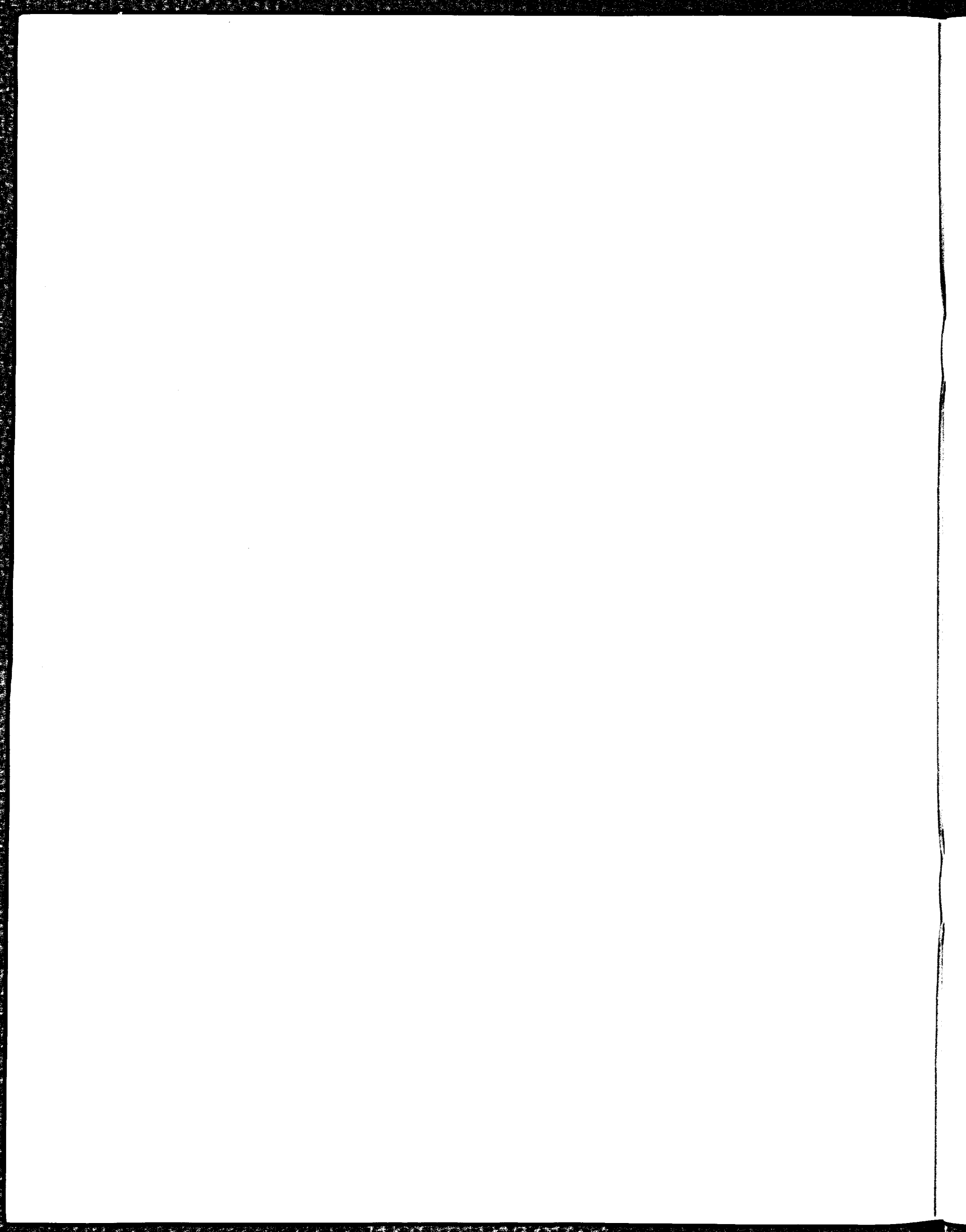
Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 26

Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy 27

Le ministre du Commerce international, M. Sergio Marchi 28



## **Renseignements généraux**



## Les relations entre le Canada et la Chine

- En 1970, le Canada a établi des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine. Ces relations se sont considérablement développées au fil des ans, entraînant une multiplication des liens gouvernementaux et commerciaux. Le commerce bilatéral représente environ 9,8 milliards de dollars par année. Les programmes de coopération au développement ont pris de l'importance dans les secteurs de l'économie, du développement durable, des droits de la personne, du développement démocratique et de la saine gestion des affaires publiques en Chine.
- Les relations entre le Canada et la Chine se sont nettement accrues depuis que le premier ministre a dirigé la mission d'Équipe Canada en Chine, en 1994. La plus importante jamais organisée, cette mission regroupait des ministres fédéraux, des premiers ministres des provinces, des dirigeants des territoires et près de 400 représentants du monde des affaires canadien. Elle a démontré l'engagement du Canada à renforcer les liens avec la Chine et a contribué à accroître les relations à tous les niveaux.
- La stabilité, les réformes et la croissance économique durable de la Chine sont des questions importantes pour le Canada. L'objectif principal du Canada est d'encourager la Chine à maintenir sa politique d'ouverture et à devenir membre à part entière d'institutions politiques et économiques mondiales et régionales.
- Le Canada estime que seules des relations systématiques et de grande portée favoriseront une plus grande ouverture et une plus grande liberté en Chine, tout en faisant avancer les intérêts canadiens dans ce pays. Le Canada a pris l'engagement d'aider la Chine à développer des politiques et des institutions qui favorisent le développement durable en tenant compte des liens entre croissance économique, développement social et protection de l'environnement.
- Depuis que la Chine a adopté son programme de réforme économique en 1978, sa production a augmenté en moyenne de 9 p. 100 par année. La Chine attire maintenant près du tiers des investissements étrangers directs dans les pays en développement. Elle se place au dixième rang parmi les nations commerçantes et elle compte le cinquième de la population mondiale.
- Au cours des dernières années, les entreprises canadiennes ont exporté de nombreux services en Chine, dans le cadre de projets d'infrastructure. Les compagnies d'assurance, les cabinets d'avocats et les banques du Canada

sont bien représentés en Chine. Plus de 350 entreprises canadiennes ont maintenant des bureaux dans ce pays.

- L'influence de la Chine grandit chaque jour. Membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, État doté d'un arsenal nucléaire et des plus importantes forces actives au monde, la Chine participe à d'autres groupes régionaux tels que le Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui traite de questions de sécurité.
- Le Canada est représenté à Beijing, Shanghai, Guangzhou, Chongqing et Hong Kong. La Chine a des missions diplomatiques à Ottawa, Vancouver, Toronto et Calgary.

### **Commerce et investissement**

- La Chine demeure un marché prioritaire pour les exportateurs canadiens. Le Canada a travaillé en étroite collaboration avec le secteur privé et les autres paliers de gouvernement pour appuyer les sociétés canadiennes sur le marché chinois.
- Depuis la mission d'Équipe Canada en Chine en 1994, les dirigeants chinois et canadiens se sont rencontrés au moins une fois par an. En outre, plusieurs ministres fédéraux et premiers ministres des provinces sont allés en Chine et des gouverneurs chinois sont venus au Canada. Plus récemment, le premier ministre du Canada, le ministre du Commerce international et le secrétaire d'État (Asie-Pacifique) ont assisté à l'assemblée générale annuelle du Conseil commercial Canada-Chine, qui a eu lieu à Beijing en novembre 1998.
- Le plan commercial du Canada en 1998 mettait l'accent sur les nouveaux marchés régionaux et les secteurs commerciaux chinois à croissance rapide. Dans cette foulée, le ministre du Commerce international du Canada et le secrétaire d'État (Asie-Pacifique) ont dirigé en 1998 quatre missions commerciales en Chine pour explorer les débouchés sur la côte et dans les régions intérieures.
- Le commerce bilatéral a plus que doublé entre 1991 et 1998, pour atteindre environ 9,8 milliards de dollars en 1998. Le Canada a exporté pour 2,1 milliards de dollars de marchandises en Chine en 1998.
- S'il est vrai que la crise financière en Asie a eu des répercussions sur les voisins de la Chine, le marché pour les exportations canadiennes en Chine est resté relativement fort; les exportations canadiennes en 1998 ont diminué de 9,6 p. 100 par rapport à 1997, comparativement à des baisses de 40,8 p. 100 pour la Corée et de 25,8 p. 100 pour le Japon. En 1997, les



exportations canadiennes en Chine ont chuté d'environ 25 p. 100. La même tendance a été observée chez la plupart des grands concurrents du Canada, à savoir les États-Unis, l'Union européenne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Dans tous les cas, la baisse touchait surtout les produits de base.

- La pâte de bois, les engrais, les céréales, les graines et les fruits représentent 48,2 p. 100 de toutes les exportations du Canada en Chine. Les ventes d'aéronefs canadiens et de pièces connexes ont augmenté de 125 p. 100 en 1997-1998.
- Bon nombre des produits importés et des infrastructures dont ont besoin les Chinois correspondent aux secteurs forts du Canada en matière d'exportation, spécialement les télécommunications, le pétrole et le gaz, la production d'énergie électrique, l'environnement, les transports, l'exploitation minière et les produits pétrochimiques, ainsi que l'agriculture et l'agroalimentaire.
- La Société pour l'expansion des exportations du Canada joue un rôle essentiel dans le financement des exportations à valeur ajoutée à destination de la Chine. La Société a maintenant un représentant à Beijing. C'est là son unique bureau outre-mer. Elle offre des lignes de crédit non concessionnelles à des entreprises qui font des affaires en Chine. En 1996, le ministre du Commerce international a négocié, en faveur de la Chine, la prolongation d'une ligne de crédit concessionnelle pouvant atteindre 75 millions de dollars.
- Les importations canadiennes de marchandises en provenance de la Chine étaient évaluées à 7,7 milliards de dollars en 1998, comparativement à 6,3 milliards en 1997. En 1998, le matériel électrique, les jouets et les articles de sport, les machines et les chaussures représentaient 45,8 p. 100 du total des achats canadiens en Chine.
- Le Canada a toujours soutenu les efforts que déploie le gouvernement chinois pour ouvrir ses marchés, accordant à la Chine le statut de nation la plus favorisée. Ce pays a ainsi accès au marché canadien au même titre que la plupart des autres partenaires commerciaux du Canada. De plus, le Canada appuie l'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce, ce qui ouvrira davantage le marché chinois aux biens et services canadiens.
- L'investissement canadien direct en Chine est passé de 15 millions de dollars en 1991 à 377 millions en 1997. L'investissement se concentre essentiellement dans le secteur manufacturier, à Shanghai, à Beijing et dans les provinces côtières de Guangdong et de Shandong. Les produits et

services qui découlent de cet investissement sont surtout destinés au marché chinois. Environ 75 p. 100 des investisseurs canadiens en Chine sont des petites ou moyennes entreprises.

- L'investissement chinois au Canada s'est surtout concentré dans les secteurs de l'immobilier et des ressources. Les gisements de pétrole, de gaz et de minéraux, ainsi que les projets commerciaux tels que des hôtels, offrent des possibilités d'investissements supplémentaires.

### **Coopération en matière d'environnement**

- Le Canada et la Chine collaborent sur de nombreuses questions de gestion de l'environnement, dont le changement climatique. Le Canada reconnaît que les développements en Chine ont des répercussions mondiales et que ce pays peut contribuer au règlement de problèmes mondiaux dans le domaine de l'environnement.
- Le Canada accentue sa collaboration avec la Chine, grâce au Cadre de travail pour la coopération en matière d'environnement au XXI<sup>e</sup> siècle, signé lors de la visite en novembre 1998 du premier ministre en Chine.
- Ce cadre de travail stipule que la coopération en matière d'environnement devrait continuer d'être guidée par les principes qui se trouvent dans les accords gouvernementaux et dans les déclarations et les accords internationaux tels que la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, la Convention sur la diversité biologique, la Convention cadre sur le changement climatique et le Protocole de Kyoto.
- Le Canada et la Chine ont plusieurs accords et arrangements en place, notamment un accord général de coopération au développement, des protocoles d'entente concernant les programmes météorologiques, l'environnement, les énergies renouvelables et le rendement énergétique.
- En vertu d'un protocole d'entente sur l'environnement entre Environnement Canada et l'Agence chinoise de protection de l'environnement, et grâce au programme de coopération au développement de l'Agence canadienne de développement international, le Canada fournit à la Chine des technologies et des services environnementaux, de la formation technique, des compétences en matière de gestion et de la recherche appliquée.
- Le Canada appuie aussi le Conseil chinois de coopération internationale pour l'environnement et le développement, une organisation consultative non gouvernementale. Celle-ci vise à renforcer les échanges entre la Chine et la communauté internationale et à aider le pays à mettre au point des

politiques intégrées qui tiennent compte des liens critiques entre le maintien d'un environnement durable et le développement économique et social.

- Le Canada travaille aussi avec l'Agence chinoise de protection de l'environnement dans un certain nombre de domaines, notamment la pollution de l'eau, la gestion des bassins hydrographiques, la gestion des déchets solides et dangereux, l'analyse des polluants toxiques, l'appauvrissement de la couche d'ozone et l'application du Protocole de Montréal.

### **Droits de la personne, saine gestion des affaires publiques et primauté du droit**

- Le Canada travaille avec le gouvernement chinois et par l'entremise d'institutions internationales pour pousser la Chine à respecter ses obligations en vertu de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies. En 1997, le ministre des Affaires étrangères du Canada a annoncé une série d'initiatives sur les droits de la personne entre le Canada et la Chine.
- Le Canada et la Chine ont créé un comité mixte sur les droits de la personne, chargé d'aborder des questions telles que les droits politiques et civils, la liberté de religion, les droits économiques, sociaux et culturels, et les droits des femmes et des enfants. Le comité s'est rencontré à deux reprises à Vancouver en 1997, ainsi qu'en novembre 1998. Une quatrième réunion devrait avoir lieu à Beijing au cours de l'année.
- Un autre élément important des initiatives visant les droits de la personne est la série de symposiums multilatéraux sur les droits de la personne. Le premier symposium s'est tenu en Colombie-Britannique, en mars 1998; c'était la première fois que la Chine était un des hôtes d'un événement consacré aux droits de la personne auquel participaient plusieurs pays. Pour ces derniers, surtout les pays de l'Asie-Pacifique, cette série de symposiums est une occasion d'aborder un éventail de questions liées à ce domaine. Des discussions concernant la possibilité que la Chine soit l'hôte du prochain symposium sont en cours.
- En vertu des initiatives annoncées en 1997, le Canada aide la Chine à passer en revue le code de procédure pénal chinois, un système judiciaire accusatoire et un système d'aide juridique, ainsi qu'à mettre en œuvre les obligations de ce pays en vertu des conventions des Nations unies.

- De fréquentes relations de haut niveau avec les dirigeants chinois au cours de la dernière année ont permis au Canada de soulever ses préoccupations et de faire connaître son point de vue sur des questions figurant au premier plan des réformes chinoises, notamment les problèmes structurels des institutions gouvernementales et le rôle du gouvernement en Chine. Le Canada s'est engagé à discuter en toute franchise avec les autorités chinoises de questions relatives aux droits de la personne. Il continue de pousser la Chine à ratifier rapidement et à mettre en œuvre des pactes internationaux relatifs aux droits de la personne et aux droits politiques, ainsi qu'aux droits économiques, sociaux et culturels.
- L'aide au développement est un important moyen de faire avancer les droits de la personne, la démocratie et la saine gestion des affaires publiques. De nombreux projets sont actuellement en cours pour encourager la Chine à entreprendre la réforme de ses structures juridiques et judiciaires, en rendant plus transparents les processus juridiques, et à adapter ces structures aux besoins qui découlent de la réforme économique. Ces projets englobent l'appui à la recherche sur les droits de la personne, l'assistance technique pour l'examen du droit pénal en vue de mieux protéger les droits des accusés, la mise en œuvre de lois visant le respect des droits des femmes, la réforme du droit pénal, la formation des juges et des procureurs principaux, l'appui à l'élaboration d'un système national d'aide juridique et un programme de soutien en matière de gestion publique et de mise en place de la société civile.

### **Paix et sécurité**

- Le Canada et la Chine maintiennent le dialogue sur la sécurité régionale, la non-prolifération, le contrôle des armements et le maintien de la paix. Depuis 1995, les deux pays tiennent chaque année des discussions politiques sur la sécurité. Le Canada a l'intention de maintenir un dialogue soutenu sur la non-prolifération et la sécurité régionale pour encourager la Chine à adopter un comportement responsable en matière de vente d'armes.
- En tant que pays riverains du Pacifique et membres du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), qui traite des questions de sécurité, le Canada et la Chine ont des intérêts communs en matière de paix et de sécurité mondiales et régionales. Le Forum est une réunion annuelle des ministres des affaires étrangères des neuf pays de l'ANASE, des sept partenaires du dialogue de l'Association et de ses cinq partenaires consultatifs. Il y est question de préoccupations clés, comme les îles Spratly dans la mer de Chine méridionale, la péninsule coréenne et le Taipei chinois.

- En 1997, le Canada et la Chine ont organisé un atelier sur le multilatéralisme régional afin d'échanger leurs points de vue sur les approches, les perspectives et les intérêts respectifs des deux pays en matière de sécurité régionale. Le Canada a organisé un deuxième atelier en janvier 1998.
- Le troisième séminaire annuel Canada-Chine sur la sécurité s'est tenu en Chine en mars 1999. Ce séminaire offre une occasion unique aux universitaires, diplomates et attachés militaires canadiens et chinois d'échanger leurs opinions.
- Le Canada a applaudi la décision de la Chine de signer le Traité d'interdiction complète des essais en 1996, signifiant par le fait même qu'elle s'engageait à ne plus mener d'essais nucléaires.
- Le Canada s'efforce d'obtenir la coopération de la Chine en vue de restreindre le mouvement international des armes classiques, particulièrement dans les régions où règnent la tension et l'instabilité.

### **Coopération au développement**

- En 1983, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a mis sur pied le programme d'aide publique au développement de la Chine. Depuis 1990, le Canada verse chaque année environ 33,6 millions de dollars au gouvernement chinois pour des travaux de coopération et de développement. Pour 1998-1999, il versera au total quelque 37,9 millions.
- En 1994, les deux gouvernements ont lancé le nouveau cadre stratégique pour le développement de la Chine. Tous les nouveaux programmes canadiens en Chine sont maintenant axés sur la coopération économique, le maintien d'un environnement durable, les droits de la personne, le développement de la démocratie et la saine gestion des affaires publiques. La participation des femmes au développement et l'atténuation de la pauvreté occupent aussi une place de choix. Des protocoles d'entente ont été signés pour plus de deux douzaines de nouvelles mesures touchant le maintien d'un environnement durable, la coopération économique, la saine gestion des affaires publiques, la participation des femmes au développement et l'atténuation de la pauvreté.
- Six projets d'appui aux réformes administratives, juridiques et économiques ont été lancés durant la visite du premier ministre en Chine en 1994. Ils sont maintenant tous fonctionnels et couvrent les domaines suivants : gestion de l'information statistique, recherches en matière de

politiques publiques, renforcement des liens entre universités, revenus pour les femmes du Xinjiang, droit des femmes et formation des juges supérieurs.

- L'ACDI travaille aussi à l'élaboration de projets touchant les droits de la personne, le droit pénal et la coopération en matière de justice pénale.
- Les grands projets en cours couvrent plusieurs domaines : efficacité énergétique des immeubles, production moins polluante, gestion de l'environnement pour les petites et moyennes entreprises de Jiangsu et aide à l'ouverture des villes. D'autres projets touchent le Conseil chinois de coopération internationale pour l'environnement et le développement, la production de viande de porc maigre, l'élevage intégré du cheptel laitier, un centre industriel d'alimentation des animaux, les études sur la production d'électricité en Chine méridionale, le transfert de technologies pétrolières et gazières, la formation complète en gestion des transports, la gestion et la surveillance de la sécurité des barrages, la santé des mères et des enfants, le développement rural et l'atténuation de la pauvreté. Il y a également un programme canado-chinois en matière d'enseignement supérieur.
- Le programme de coopération industrielle de l'ACDI accorde une aide financière aux entreprises canadiennes qui veulent stimuler le développement durable grâce à une coopération à long terme avec des partenaires locaux de pays en développement. En 1997-1998, l'ACDI a versé 5,8 millions de dollars à l'appui de 104 projets en Chine dans le cadre de ce programme.

## Les accords entre le Canada et la Chine

Date	Objet	Description
Décembre 1928	Douanes	Échange de notes au sujet de la renonciation du Canada au droit de bénéficier des traités en vigueur restreignant le droit de la Chine de fixer son tarif douanier national ou d'imposer des droits de tonnage
Mars 1944	Approvisionnement de guerre	Accord sur les principes en vertu desquels le Canada doit approvisionner la Chine conformément à la <i>Loi sur les crédits de guerre</i> du Canada, de 1943 (aide mutuelle des Nations unies)
Avril 1944	Extraterritorialité	Traité concernant l'abandon des droits d'extraterritorialité et questions connexes
Février 1946	Commerce	Accord financier
Mai 1947	Commerce	Accord financier complémentaire
Octobre 1970	Relations diplomatiques	Communiqué conjoint concernant l'établissement de relations diplomatiques entre le Canada et la Chine
Juin 1973	Air	Accord relatif aux transports aériens civils
Juillet 1973	Marques de commerce	Accord concernant le dépôt réciproque des marques de commerce
Octobre 1973	Commerce	Accord commercial
Octobre 1976	Commerce	Échange de notes prorogeant pour une période de trois ans l'Accord commercial du 13 octobre 1973
Octobre 1979	Commerce	Échange de notes renouvelant l'Accord commercial du 13 octobre 1973
Octobre 1979	Coopération économique	Protocole de coopération économique
Août 1981	Réclamations	Accord concernant le règlement des réclamations au titre de biens privés
Décembre 1982	Commerce	Échange de notes prorogeant l'Accord commercial du 13 octobre 1973
Octobre 1983	Coopération au développement	Accord général de coopération au développement
Janvier 1984	Garantie des investissements	Accord sur l'assurance-investissement à l'étranger
Juillet 1985	Commerce	Accord prorogeant l'Accord commercial du 13 octobre 1973
Mai 1986	Impôts	Accord en vue d'éviter la double imposition et de prévenir la fraude en matière d'impôt sur le revenu

Février 1987	Culture	Accord relatif à la coproduction cinématographique
Juillet 1994	Entraide judiciaire	Traité d'entraide judiciaire en matière pénale
Novembre 1994	Énergie nucléaire	Accord de coopération en matière d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire
Avril 1997	Affaires maritimes	Accord sur le transport maritime
Novembre 1997	Affaires consulaires	Accord consulaire



# CHINE

Capitale : Beijing

## DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

### Superficie

9,6 millions de kilomètres carrés

### Population

1,26 milliard (1998)

### Taux de croissance de la population

1,4 % (1998)

### Langue officielle

Mandarin

### Principaux groupes religieux

Taoïstes, bouddhistes, musulmans, chrétiens

## DONNÉES POLITIQUES

### Régime

République socialiste à parti unique

### Dirigeants

Le président Jiang Zemin

Le premier ministre Zhu Rongji

### Ministre des Affaires étrangères

M. Tang Jiaxuan

### Ministre du Commerce international et de la Coopération économique

M. Shi Guangsheng

### Indice du développement humain de l'ONU (1998)

La Chine se classe 106<sup>e</sup> sur 174 pays.

## DONNÉES ÉCONOMIQUES

### PIB

890 milliards de dollars américains (est. 1997)

### Taux de croissance du PIB

7,8 % (1998)

### PIB par habitant

700 \$US (est. 1997)

### Taux d'inflation

2,8 % (1997)

### Taux de chômage

3,5 % (1998)



### Principales exportations

Matériel électrique, vêtements tissés, machines, vêtements tricotés, chaussures, jouets et articles de sport

### Principales importations

Matériel électrique et mécanique, combustibles minéraux, plastique, fer et acier, papier et carton

### Principales exportations vers le Canada

7,7 milliards de dollars (1998), en matériel électrique, jouets et articles de sport, chaussures, vêtements tissés, articles en cuir

### Principales importations du Canada

2,1 milliards de dollars (1998), en céréales, matériel électrique, pâte de bois, engrais, grains, semences et fruits divers

### Aide publique du Canada au développement

37,9 millions de dollars (décaissements bilatéraux, est. 1998-1999)

## REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Howard Balloch, ambassadeur

19 Dongzhimenwai Dajie

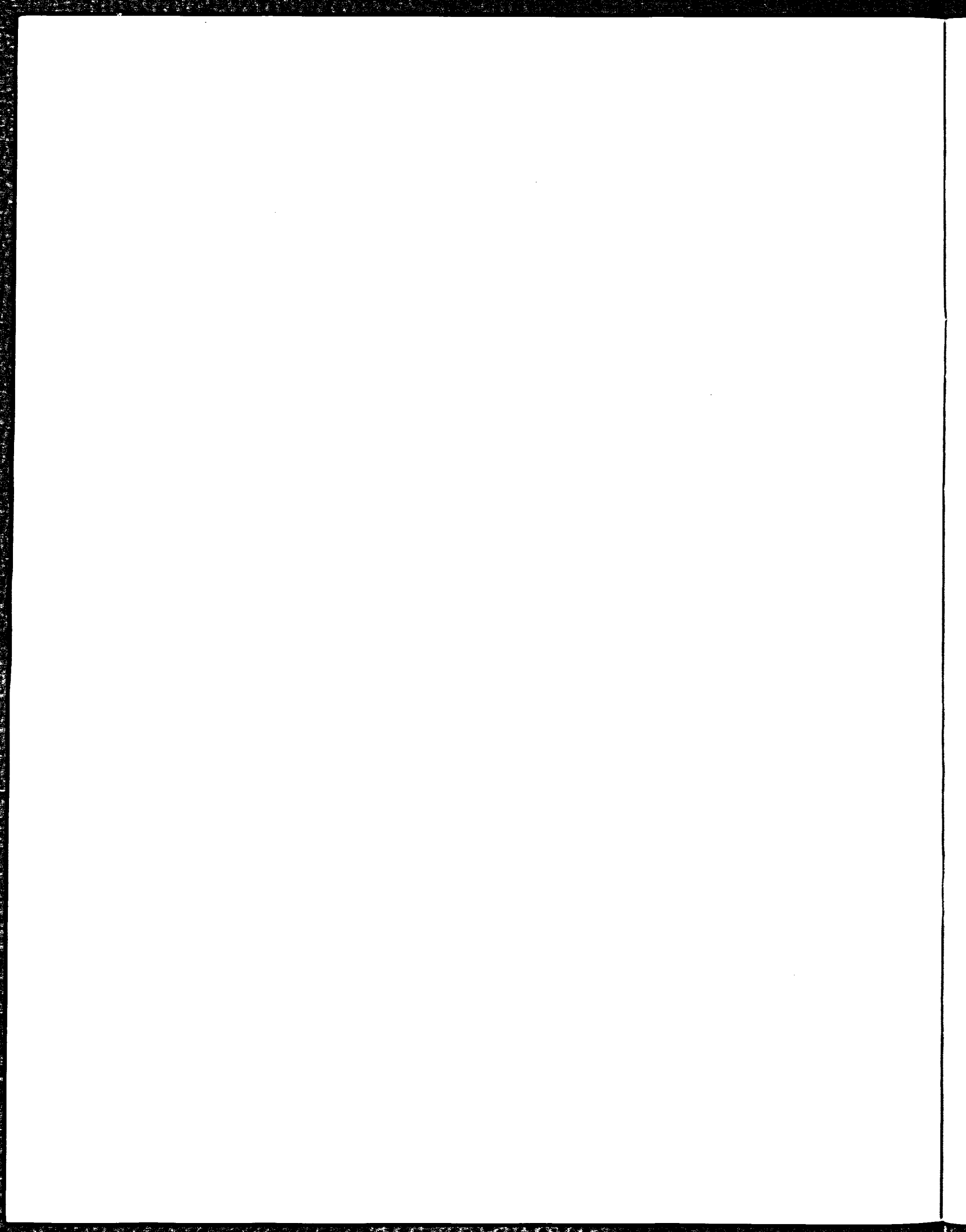
District de Chaoyang

Beijing 100600

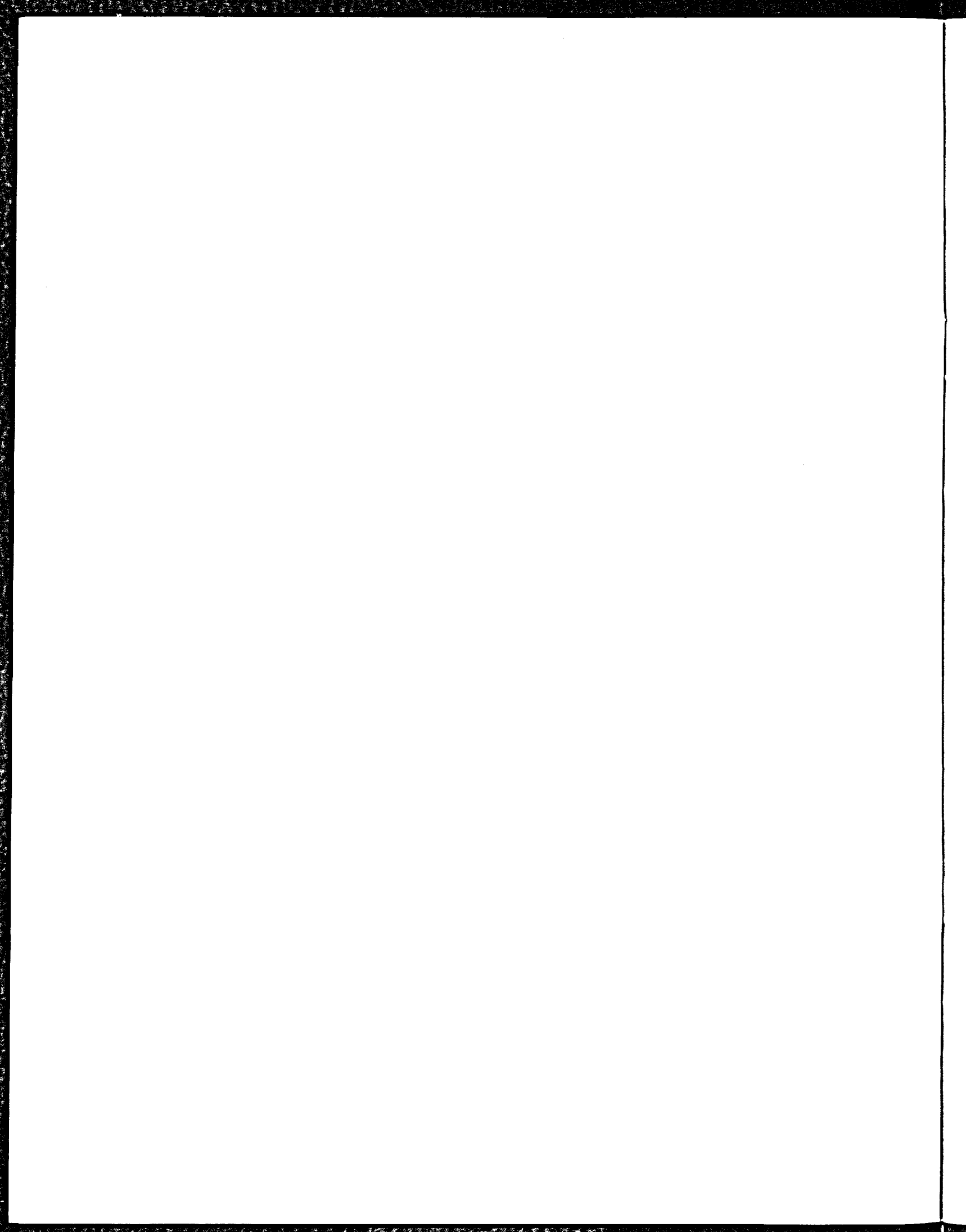
Chine

Téléphone : (011-86-10) 6532-3536

Télécopieur : (011-86-10) 6532-4311



## **Notices biographiques**



## **Le premier ministre de la Chine**

### **M. Zhu Rongji**

M. Zhu Rongji est né en 1928 à Changsha, dans la province de Hunan. Il a obtenu un diplôme en génie électrique de l'Université Qinghua à Beijing, en 1951.

Dans les années 1950, il a travaillé à la Commission d'État de la planification. En 1988, M. Zhu a été nommé sous-secrétaire du Parti communiste chinois à Shanghai. Il devenait ensuite maire de cette ville. Il a accédé au poste de secrétaire du Parti en 1989.

En 1991, M. Zhu est devenu vice-premier ministre de la Chine. Il a dirigé en 1992 le Groupe principal de l'économie et des finances du Parti communiste chinois.

Alors qu'il était vice-premier ministre, M. Zhu a visité le Canada en 1993. À la réunion plénière du 15<sup>e</sup> congrès du Parti, en septembre 1997, il a été réélu membre du Comité permanent. Il a été nommé premier ministre lors de la neuvième réunion du Congrès national du peuple, en mars 1998.

M. Zhu est marié à M<sup>me</sup> Lao An. Ils ont deux enfants.

## **Le conseiller d'État**

### **M. Wang Zhongyu**

M. Wang Zhongyu est né en février 1933 à Changchun, dans la province de Jilin. Il est diplômé du centre de formation de l'École supérieure du Comité central du Parti communiste chinois. Il a fait ses études collégiales en ingénierie.

Durant les années 1960 et 1970, M. Wang a occupé plusieurs postes à l'usine de papier de Jilin, accédant au poste d'ingénieur en chef du Comité de la révolution de cette usine en 1980. Après avoir occupé plusieurs postes supérieurs au Parti communiste chinois dans la province de Jilin durant les années 1980, il est devenu gouverneur de la province.

En 1992 et 1993, il a exercé des fonctions importantes au sein des groupes directeurs du Bureau de fabrication et du Bureau de l'économie et du commerce du Parti communiste chinois, qui relèvent du Conseil d'État. De 1993 à 1998, il a été directeur et secrétaire du Groupe directeur de la Commission d'État de l'économie et du commerce du Parti.

M. Wang est à la fois conseiller d'État et secrétaire général du Conseil d'État depuis mars 1998.

## **Le ministre des Affaires étrangères**

### **M. Tang Jiaxuan**

M. Tang Jiaxuan est né en 1938 à Zhenjiang, dans la province du Jiangsu. Il est titulaire d'un diplôme du Département des langues étrangères de l'Université de Beijing.

Dans les années 1960, M. Tang a été stagiaire dans la section de japonais du Bureau de la radiodiffusion, et a fait partie de l'Équipe des traducteurs et interprètes du ministère des Affaires étrangères. De 1978 à 1983, il a occupé les fonctions de deuxième secrétaire puis de premier secrétaire de l'ambassade de Chine au Japon, après quoi il est retourné au ministère des Affaires étrangères pour servir de 1983 à 1988 comme premier secrétaire puis directeur général adjoint du Département des affaires asiatiques. En 1988, il est retourné au Japon en qualité de ministre-conseiller, puis de ministre à l'ambassade de Chine.

En 1991, à son retour en Chine, M. Tang a été ministre adjoint des Affaires étrangères, puis vice-ministre chargé du protocole aux Affaires asiatiques et consulaires. En mars 1998, il a été nommé ministre des Affaires étrangères.

M. Tang est marié et a un fils.

## **Le président de la Commission de planification du développement de l'État**

### **M. Zeng Peiyan**

M. Zeng Peiyan est né en 1938 à Shaoxing, dans la province du Zhejiang. Il est diplômé du département de la Radio de l'Université de Qinghua.

De 1962 à 1964, M. Zeng a été agent de projet à l'Institut de recherche sur le matériel électrique de Shanghai. De 1966 à 1981, il a travaillé comme ingénieur en chef adjoint à l'Institut de recherche en redressement de Xi'an du premier ministère pour la Construction mécanique.

De 1982 à 1984, M. Zeng a été premier secrétaire du bureau du conseiller commercial à l'ambassade de Chine aux États-Unis. À son retour en Chine, il a travaillé au ministère de l'Industrie électronique de 1984 à 1988, où il a été promu au rang de sous-ministre. Il a également été sous-secrétaire-général et directeur du bureau au Groupe de direction centrale des Finances et de l'Économie.

En 1993, M. Zeng est devenu sous-ministre de la Commission de planification de l'État, et en mars 1998, il a été élu président de la commission, devenue depuis la Commission de planification du développement de l'État. M. Zeng est conseiller principal auprès du président Jiang Zemin et membre du Comité central depuis 1997.



## **Le ministre du Commerce international et de la Coopération économique**

### **M. Shi Guangsheng**

M. Shi Guangsheng est né en septembre 1939 dans le canton de Cungli de la province de Hebei. Il est titulaire d'un diplôme avec spécialisation en français de l'Institut du commerce international de Beijing.

De 1965 à 1970, M. Shi a travaillé au bureau du conseiller commercial de l'ambassade de Chine au Mali. À son retour en Chine, il a occupé un poste à la China National Metals and Minerals Import and Export Corporation, après quoi il s'est joint au bureau du conseiller commercial de l'ambassade de Chine en Belgique.

M. Shi a occupé ensuite des postes supérieurs à la China National Metals et au ministère des Relations économiques et du Commerce international. En 1991, il est devenu ministre adjoint de ce dernier ministère.

En 1993 et en 1998, il a été nommé successivement vice-ministre puis ministre du Commerce international et de la Coopération économique.

## **Le premier ministre du Canada**

### **M. Jean Chrétien**

M. Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord Canada; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976; en 1984, il a été nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Après les élections de 1984, en tant que membre de l'opposition officielle, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corporation.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle, il est devenu officiellement chef de l'opposition en décembre 1990.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice en 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, et s'est vu confier un deuxième mandat aux élections de 1997.

M. Chrétien a épousé M<sup>me</sup> Aline Chaîné, de Shawinigan, en 1957. Ils ont trois enfants.

## **Le ministre des Affaires étrangères**

### **M. Lloyd Axworthy**

M. Axworthy est né le 21 décembre 1939. Il a fait ses études au United College (maintenant l'Université de Winnipeg) et à l'Université Princeton, où il a reçu un doctorat en 1972.

Dans les années 60 et 70, il a enseigné les sciences politiques à l'Université de Winnipeg et y a dirigé l'Institute of Urban Studies.

En juin 1973, il a été élu député (libéral) de la circonscription de Fort Rouge à l'Assemblée législative du Manitoba; il a été réélu en octobre 1977.

Élu pour la première fois à la Chambre des communes en mai 1979, M. Axworthy a été réélu dans la circonscription de Winnipeg-Fort Garry en 1980. De 1980 à 1984, il a été ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ministre responsable de la Situation de la femme et ministre des Transports.

De 1984 à 1992, M. Axworthy a occupé diverses fonctions, dont celles de porte-parole de l'opposition officielle pour l'expansion industrielle régionale et la Commission canadienne du blé, de porte-parole suppléant pour les affaires extérieures, de porte-parole pour le commerce et de président du Groupe de travail du Parti libéral sur le commerce ainsi que du Comité du caucus libéral sur la politique économique.

Il a été nommé ministre des Affaires étrangères le 25 janvier 1996. Il avait auparavant occupé, au sein du Cabinet, les postes de ministre du Développement des ressources humaines et de ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest.

M. Axworthy est marié à M<sup>me</sup> Denise Ommaney. Ils ont trois enfants.

## **Le ministre du Commerce international**

### **M. Sergio Marchi**

M. Marchi est né à Buenos Aires, en Argentine, le 12 mai 1956; sa famille est venue s'installer à Toronto lorsqu'il était très jeune. Il a fait ses études au St. Basil's College et a obtenu un baccalauréat spécialisé en urbanisme et en sociologie de l'Université York en 1979.

Jeune diplômé, M. Marchi est devenu l'adjoint exécutif d'un député, puis, en 1981, l'adjoint spécial du ministre d'État au Multiculturalisme.

Sa carrière politique a commencé à North York, en Ontario, où il a été élu conseiller municipal en 1982. Il a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1984 et y représente depuis la circonscription de York-Ouest, en Ontario.

Durant les années où il a siégé dans l'opposition, M. Marchi a été porte-parole en matière d'immigration, de multiculturalisme, de transport et de travail. Il a été membre des comités du Cabinet suivants : Conseil du Trésor, Politique sociale, Développement économique, et Examen des programmes.

M. Marchi a été nommé ministre fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration en 1993, ministre de l'Environnement en 1996 et ministre du Commerce international en 1997.

M. Marchi et son épouse, Laureen, ont deux enfants.

**Notes**

doc  
CA1  
EA  
99V35  
EXF

.63716 946 (E)  
.63716 958 (F)



# Visit to Canada by Zhu Rongji Premier of China

April 14–20, 1999

---

**Background Information**

Canada



Department of Foreign Affairs  
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères  
et du Commerce international

*Printed on  
recycled paper*



*Imprimé sur du  
papier recyclé*



Printed in Canada  
Imprimé au Canada

# Contents

## General Information

- Canada-China Relations 7
- Canada-China Treaties 14
- China (fact sheet) 16

## Biographies

- Zhu Rongji, Premier of China 19
- Wang Zhongyu, State Councillor 20
- Tang Jiaxuan, Minister of Foreign Affairs 21
- Zeng Peiyan, Chairman, State Development Planning Commission 22
- Shi Guangsheng, Minister of Foreign Trade and Economic Co-operation 23
  
- Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 24
- Lloyd Axworthy, Minister of Foreign Affairs 25
- Sergio Marchi, Minister for International Trade 26

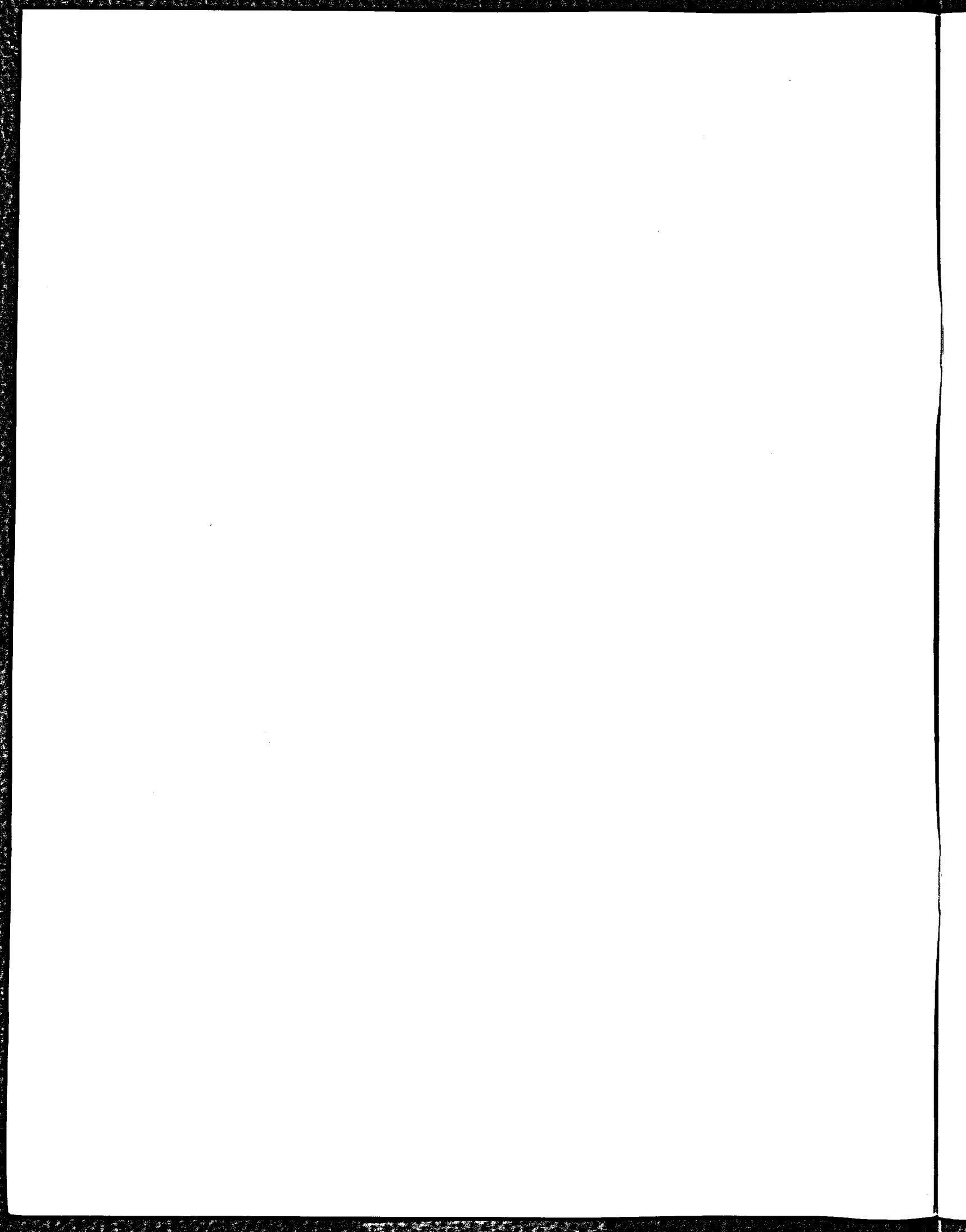
16444777ce) b3716946  
 16444780CA) b3716958

Dept. of Foreign Affairs  
 Min. des Affaires étrangères

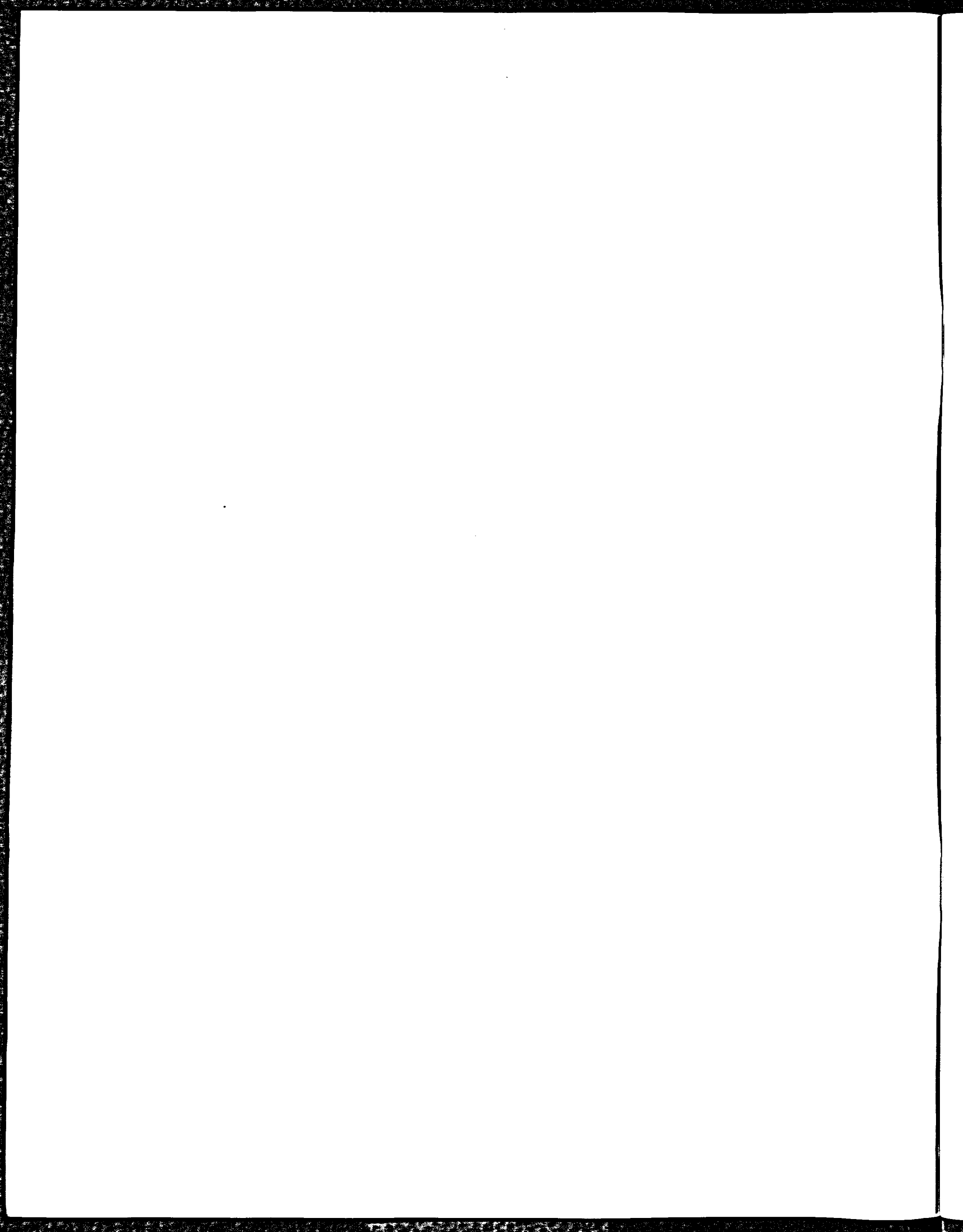
NOV 10 2004

Return to Departmental Library  
 Retourner à la bibliothèque





## **General Information**



## Canada–China Relations

- In 1970, Canada established diplomatic relations with the People's Republic of China. That relationship has developed significantly over the years, resulting in expanded government and commercial ties. Two-way trade has grown to about \$9.8 billion a year. Development co-operation programs have expanded in support of economic co-operation, sustainable development, human rights, democratic development and good governance in China.
- Canada–China relations have expanded considerably since the Prime Minister led a Team Canada mission to China in 1994. The largest mission ever mounted, it included federal ministers, provincial premiers and territorial leaders and close to 400 Canadian business representatives. The Team Canada mission demonstrated Canada's commitment to strengthening ties with China and has resulted in expanded contacts on all levels.
- China's stability, reform and sustainable economic growth are important to Canada. Canada's main objective has been to encourage China to maintain its open-door policy and to become fully integrated in global and regional political and economic institutions.
- Canada believes that only through systematic and wide-ranging contact will it be able to encourage greater openness and freedom in China and advance Canadian interests there. Canada is committed to helping China develop policies and institutions that enhance sustainable development by recognizing the relationship among economic growth, social development and environmental protection.
- Since China adopted its program of economic reform in 1978, its output has grown by an average of nine per cent a year. China now attracts almost one-third of foreign direct investment flows to developing countries. It is the world's 10th largest trading nation and is home to one-fifth of the world's population.
- Canadian enterprises have exported a large quantity of services to China in recent years as part of infrastructure projects. Canadian insurance companies, law firms and banks are well-represented in China. Over 350 Canadian companies now have offices in China.
- China's influence continues to grow. It is a permanent member of the UN Security Council, a nuclear weapons state with the world's largest active

forces, and a participant in regional groups, such as the Association of South East Asian Nations Regional Forum, which deals with security issues.

- Canada is represented in Beijing, Shanghai, Guangzhou, Chongqing and Hong Kong. China has missions in Ottawa, Vancouver, Toronto and Calgary.

## **Trade and Investment**

- China remains a priority market for Canadian exporters. Canada has worked closely with the private sector and other levels of government to support Canadian companies in the China market.
- Canadian and Chinese leaders have met at least once each year since the Team Canada mission to China in 1994. As well, several federal ministers and provincial premiers have visited China, and Chinese governors have come to Canada. Most recently, the Prime Minister, the Minister for International Trade, and the Secretary of State (Asia-Pacific) attended the Canada China Business Council's annual general meeting in November 1998 in Beijing.
- Canada's 1998 trade plan focuses on China's rapidly emerging regional markets and trade sectors. In line with the plan, Canada's Minister for International Trade and the Secretary of State (Asia-Pacific) led four trade missions during 1998 to explore opportunities on the coast and in the interior.
- Two-way trade more than doubled in the 1991-98 period, reaching about \$9.8 billion in 1998. Canada exported \$2.1 billion in goods to China in 1998.
- While the Asian financial crisis has affected its neighbours, the market for Canadian exports to China remains relatively strong; Canada's 1998 exports declined 9.6 per cent over 1997, compared to declines of 40.8 per cent for Korea and 25.8 per cent for Japan. In 1997, there was a drop of about 25 per cent in Canadian exports to China, which was consistent with most of Canada's major competitors — the United States, the European Union, Australia and New Zealand. In all cases, the largest decline was in commodities.
- Wood pulp, fertilizers, grains, seeds, and fruit currently make up 48.2 per cent of Canada's total exports to China. Sales of Canadian aircraft and related parts increased 125 per cent in 1997-98.

- Many of China's import and infrastructure requirements correspond to Canada's prime export strengths, especially in areas such as telecommunications, oil and gas, power generation, the environment, transportation, mining and petrochemicals, and agriculture and agri-food.
- Canada's Export Development Corporation plays a critical role in financing value-added exports to China. The corporation now has a representative in Beijing (its only overseas office), and it offers non-concessional lines of credit to companies doing business in China. In 1996, the Minister for International Trade negotiated the extension of a concessional line of credit to China for up to \$75 million.
- Canadian imports of goods from China were valued at \$7.7 billion in 1998, up from \$6.3 billion in 1997. Electrical machinery, toys, sports equipment, machinery and footwear accounted for 45.8 per cent of Canada's total purchases from China in 1998.
- Canada has consistently supported the efforts of the Chinese government to open its markets by extending it most-favoured-nation trading status. This status gives China access to the Canadian market on the same basis as most other trading partners. Canada supports China's joining the World Trade Organization, which will provide better access for Canadian goods and services.
- Canadian direct investment in China rose from \$15 million in 1991 to \$377 million in 1997. Investments are concentrated primarily in the manufacturing sector and located in Shanghai and Beijing and the costal provinces of Guangdong and Shandong. The products and services resulting from these investments are intended principally for the Chinese market. About 75 per cent of Canadian investors in China are small and medium-size enterprises.
- Chinese investment in Canada has focused on the resource and real estate sectors. Potential exists for further investment in oil and gas; mineral deposits; and commercial projects, such as hotels.

### **Environmental Co-operation**

- Recognizing that developments in China have global implications and that China can contribute to resolving global environmental problems, Canada is working with China on a wide range of environmental management issues, including climate change.

- The Framework for Environmental Co-operation Into the 21st Century, signed during the Prime Minister's visit to China in November 1998, provides an opportunity for Canada to enhance co-operation with China.
- The framework stipulates that environmental co-operation should continue to be guided by the principles contained in government agreements as well as in international declarations and agreements, such as the Rio Declaration on Environment and Development, the Convention on Biological Diversity, the Framework Convention on Climate Change and the Kyoto Protocol.
- Canada and China have several agreements and arrangements in place, including a general agreement on development co-operation and memorandums of understanding on meteorological programs, the environment, and renewable energy and energy efficiency.
- Through a memorandum of understanding on the environment between Environment Canada and the Chinese State Environmental Protection Administration and through the Development Co-operation Program of the Canadian International Development Agency, Canada is providing China with environmental technologies and services, technical training, management expertise, and applied research.
- Canada also supports the China Council for International Co-operation on Environment and Development, a non-governmental consultative organization which aims to strengthen co-operation between China and the international community and to assist China in developing integrated policies that recognize the critical linkages between environmental sustainability and economic and social development.
- Canada is also working with China's State Environmental Protection Agency in a number of areas, including water pollution, water basin management, hazardous and solid waste management, the analysis of toxic pollutants, ozone depletion and the application of the Montreal Protocol.

### **Human Rights, Good Governance and the Rule of Law**

- Canada works with the Chinese government and through international institutions to urge that China respect its obligations under the UN Universal Declaration of Human Rights. In 1997, Canada's Foreign Affairs Minister announced a package of human rights initiatives between Canada and China.
- Canada and China have established a joint committee on human rights to address such issues as political and civil rights, religious freedoms,

economic, social and cultural rights, and women's and children's rights. The committee met twice in 1997 and in November 1998 in Vancouver. A fourth meeting is being planned for later this year in Beijing.

- Another important element of the package of human rights initiatives is the Plurilateral Human Rights Symposium series. The first conference took place in March 1998 in British Columbia and marked the first time that China co-hosted a human rights event involving several countries. The symposium series provides an opportunity for participating countries, primarily from the Asia-Pacific region, to discuss a range of human rights issues. Discussions are currently under way on the Chinese hosting the next Symposium.
- As part of a package announced in 1997, Canada is helping review China's criminal procedure law, an adversarial trial system and a legal aid system. Canada is also helping implement China's obligations under conventions of the United Nations.
- Frequent high-level contact with Chinese leaders over the past year has enabled Canada to address its concerns and to share views on issues at the forefront of Chinese reform. These include structural problems in government institutions and the role of government in China. Canada is committed to frank discussions with Chinese authorities on human rights issues and continues to urge China to quickly ratify and implement international covenants on civil and political rights and on economic, social and cultural rights.
- Development assistance is an important way of advancing human rights, democracy and good governance. Many projects are under way to encourage China to reform its legal and judicial structures by increasing the transparency of legal processes and to adapt these structures to needs arising from economic reform. Specific projects include support for research on human rights, technical assistance on revising criminal law to better protect the rights of the accused, carrying out laws to protect women's rights, criminal law reform, training for judges and senior prosecutors, support for the development of a national legal aid system, and a program to support governance and civil society.

## **Peace and Security**

- Canada and China maintain a dialogue on regional security, non-proliferation, arms control and peacekeeping. Since 1995, the two countries have held annual political security talks. Canada intends to



continue a substantive dialogue on non-proliferation questions and regional security to encourage China to exercise responsible international behaviour in its arms sales.

- As Pacific countries and participants in the Association of South East Asian Nations (ASEAN) Regional Forum, which deals with security issues, Canada and China share an interest in global and regional peace and security. The forum is an annual meeting of foreign ministers from the nine ASEAN countries, from ASEAN's seven dialogue partners, and from ASEAN's five consultative partners. The forum discusses key concerns such as the South China Sea-Spratly Islands, the Korean peninsula and Chinese Taipei.
- In 1997, Canada and China held a workshop on regional multilateralism to exchange views on respective approaches, perspectives and interests in regional security. Canada hosted a second workshop in January 1998.
- The third annual Canada-China Security Seminar was held in China in March 1999. The seminar provided a rare opportunity for Canadian and Chinese academics, diplomats and military attachés to exchange views.
- Canada welcomed China's decision to sign the Comprehensive Test Ban Treaty in 1996, thereby committing itself not to conduct further nuclear tests.
- Canada is working to obtain China's co-operation in restraining the international flow of conventional weapons, particularly to regions of tension and instability.

### **Development Co-operation**

- The Canadian International Development Agency (CIDA) launched its Official Development Assistance program with China in 1983. Since 1990, Canada has provided about \$33.6 million to the Chinese government each year for development and co-operation work. For 1998-99, the total is expected to be about \$37.9 million.
- The Country Development Policy Framework for China was launched by both governments in 1994. All new Canadian programs in China focus on economic co-operation, environmental sustainability, human rights and democratic development, and good governance. Women in development and poverty reduction also figure prominently. Memorandums of understanding have been signed for over two dozen new initiatives on environmental sustainability, economic co-operation, good governance, women in development, and poverty reduction.

- Six projects that support Chinese administrative, legal and economic reforms were initiated during the Prime Minister's visit to China in 1994 and all are now operational. The six are Statistical Information Management, the Public Policy Options Program, the Special University Linkage Consolidation Program, Xinjiang Women's Income Generation, the Women's Law Program, and the Senior Judges Training Centre Project.
- CIDA is also developing projects on human rights, criminal law, and criminal justice co-operation.
- Major ongoing projects include Energy Efficiency in Buildings, Cleaner Production, the Jiangsu Small and Medium Enterprise Environment Project, Assistance to Open Cities, the China Council for International Co-operation on Environment and Development, Lean Swine Production, Integrated Dairy Cattle Breeding, the Feed Industry Centre Project, South China Power Studies, the Oil and Gas Technology Transfer Program, Comprehensive Transport Management Training, the Dam Safety Monitoring and Management Project, the Maternal and Child Health Project, the Integrated Rural Development and Poverty Reduction Project and the Canada-China Higher Education Program.
- CIDA's Industrial Co-operation program provides financial assistance to Canadian firms to encourage sustainable development through long-term co-operation with local partners in developing countries. In 1997-98, the program disbursed \$5.8 million for 104 projects in China.

## Canada–China Treaties

Date	Subject	Description
December 1928	Customs	Exchange of notes about Canada renouncing its right to benefit from existing treaties limiting China's right to settle its national customs tariffs or to impose dues
March 1944	War supplies	Agreement on the principles under which Canada will supply China under the War Appropriation (United Nations Mutual Aid) Act of Canada 1943
April 1944	Extra-territoriality	Treaty on relinquishing extraterritorial rights and related matters
February 1946	Commerce	Financial agreement
May 1947	Commerce	Supplementary financial agreement
October 1970	Diplomatic relations	Joint communiqué on establishing diplomatic relations between Canada and China
June 1973	Air	Civil air transport agreement
July 1973	Trademarks	Agreement on reciprocal registration of trademarks
October 1973	Commerce	Trade agreement
October 1976	Commerce	Exchange of notes extending for three years the trade agreement of October 13, 1973
October 1979	Commerce	Exchange of notes renewing the trade agreement of October 13, 1973
October 1979	Economic co-operation	Protocol on economic co-operation
August 1981	Claims	Agreement on settling private property claims
December 1982	Commerce	Exchange of notes extending the trade agreement of October 13, 1973
October 1983	Development co-operation	General agreement on development co-operation
January 1984	Investment insurance	Agreement on foreign investment insurance
July 1985	Commerce	Agreement renewing the trade agreement of October 13, 1973
May 1986	Taxation	Agreement for avoiding double taxation and preventing evasion of income tax
February 1987	Culture	Agreement on co-production of films

July 1994	Mutual legal assistance	Treaty on mutual legal assistance in criminal matters
November 1994	Nuclear	Agreement for co-operation on the peaceful uses of nuclear energy
April 1997	Maritime matters	Agreement on maritime transport
November 1997	Consular matters	Consular agreement

# CHINA

Capital: Beijing

## GEODATA

### Area

9.6 million km<sup>2</sup>

### Population

1.26 billion (1998)

### Population growth rate

1.4% (1998)

### Official language

Mandarin Chinese

### Major religious groups

Taoist, Buddhist, Islamic, Christian

## POLITICAL DATA

### Type of government

One party socialist republic

### Leaders

President Jiang Zemin

Premier Zhu Rongji

### Minister of Foreign Affairs

Tang Jiaxuan

### Minister of Foreign Trade and Economic Co-operation

Shi Guangsheng

### UN Human Development Index (1998)

China ranks 106th among 174 countries

## ECONOMIC DATA

### GDP

\$890 billion US (1997 est.)

### GDP growth rate

7.8% (1998)

### GDP per capita

\$700 US (1997 est.)

### Inflation rate

2.8% (1997)

### Unemployment rate

3.5% (1998)



### Main exports

Electrical machinery, woven apparel, machinery, knit apparel, footwear, toys and sports equipment

### Main imports

Electrical and mechanical machinery, mineral fuel oil, plastic, iron and steel, paper and paperboard

### Main exports to Canada

\$7.7 billion (1998), including electrical machinery, toys and sports equipment, footwear, woven apparel, leather articles

### Main imports from Canada

\$2.1 billion (1998), including cereals, electrical machinery, wood pulp, fertilizers, miscellaneous grain, seeds, fruit

### Canadian official development assistance

\$37.9 million (1998-99 bilateral disbursement est.)

## CANADIAN REPRESENTATIVE

Howard Balloch, Ambassador

19 Dongzhimenwai Dajie

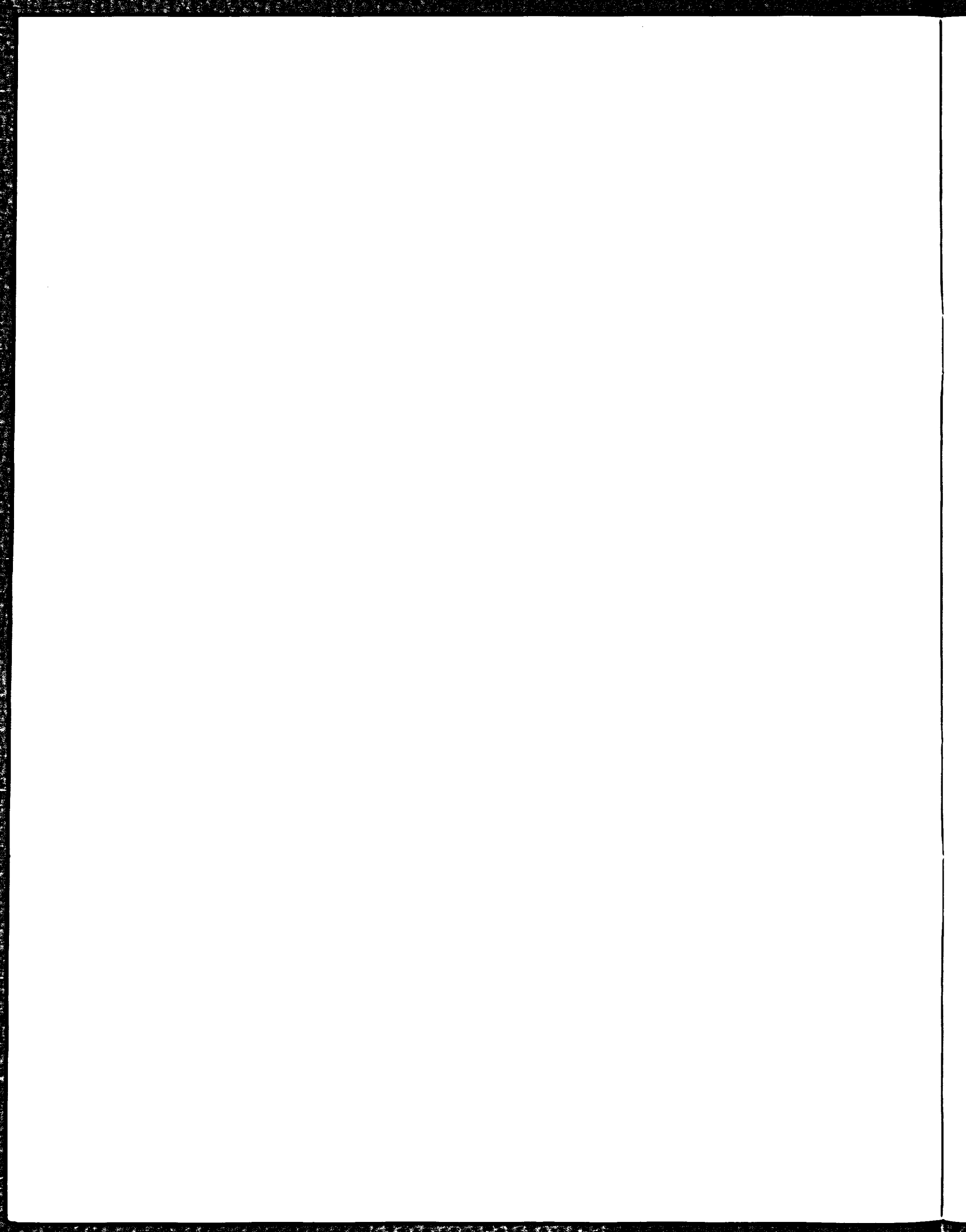
Chaoyang District

Beijing 100600, China

Phone: (011-86-10) 6532-3536

Fax: (011-86-10) 6532-4311

# Biographies



## **Zhu Rongji**

### **Premier of China**

Zhu Rongji was born in 1928 in Changsha, Hunan province. He graduated from Qinghua University in Beijing in 1951 with a degree in electrical engineering.

During the 1950s, Mr. Zhu worked for the State Planning Commission. In 1988, he was named deputy secretary of the Chinese Communist Party in Shanghai and was appointed mayor. In 1989, he rose to party secretary.

In 1991, Mr. Zhu became Vice-Premier of China and, in 1992, he headed the party's financial and economic group.

As Vice-Premier, Mr. Zhu visited Canada in 1993. During the September 1997 First Plenum of the 15th Party Congress, he was re-elected a member of the party's Standing Committee. Mr. Zhu was named Premier during the ninth National People's Congress meeting in March 1998.

Mr. Zhu is married to Lao An. They have two children.



## **Wang Zhongyu**

### **State Councillor**

Wang Zhongyu was born in February 1933 at Changchun in the province of Jilin. He graduated from the training centre of the Party School of the Communist Party of China's Central Committee. His college education was in engineering.

Through the 1960s and 1970s, Mr. Wang held several positions in the Jilin Paper Mill, rising to the position of chief engineer of the paper mill's Revolutionary Committee in 1980. After serving in several senior party positions in the province of Jilin through the 1980s, he became Governor.

From 1992 to 1993, Mr. Wang served at the senior levels of the party's Leading Group of the Production Office and the party's Leading Group of the Economic and Trade Office under the State Council. From 1993 to 1998, he was director and secretary of the party's Leading Group of the State Economic and Trade Commission.

Mr. Wang has worked concurrently as State Councillor and Secretary-General of the State Council since March 1998.

## **Tang Jiaxuan** **Minister of Foreign Affairs**

Tang Jiaxuan was born in 1938 at Zhenjiang in the province of Jiangsu. He graduated from the oriental languages department of Beijing University.

During the 1960s, Mr. Tang worked as an intern in the Japanese language section of the Radio Broadcasting Bureau and served with the Foreign Ministry's interpretation and translation team. From 1978 to 1983, he was the second secretary and first secretary of the Chinese Embassy in Japan. In China from 1983 to 1988, Mr. Tang worked for the Foreign Ministry as first secretary and deputy director-general of Asian affairs. He returned to Japan in 1988 as minister-counsellor, then minister, of the Chinese Embassy.

On his return to China in 1991, Mr. Tang became the assistant foreign minister and then vice-minister of protocol, Asian and consular affairs. He was appointed Minister of Foreign Affairs in March 1998.

Mr. Tang is married and has one son.

**Zeng Peiyan**  
**Chairman, State Development Planning**  
**Commission**

Zeng Peiyan was born in 1938 at Shaoxing in the province of Zhejiang. He graduated from the radio department of Qinghua University.

From 1962 to 1964, Mr. Zeng worked as a project officer in the Shanghai Electric Equipment Research Institute. From 1966 to 1981, he was the deputy chief engineer of the Xi'an Rectifier Research Institute of the First Ministry of Machine Building.

From 1982 to 1984, Mr. Zeng worked as first secretary in the office of the commercial counsellor at the Chinese Embassy in the United States. On his return to China, he worked from 1984 to 1988 in the Ministry of the Electronics Industry, where he rose to the position of vice-minister. Mr. Zeng also served as the deputy secretary-general and office director of the Central Leading Group for Finance and the Economy.

In 1993, Mr. Zeng became vice-minister of China's State Planning Commission, and, in March 1998, he was elected Chairman of the Commission, which is now called the State Development Planning Commission. He is a principal advisor to President Jiang Zemin and has been a Central Committee member since 1997.

**Shi Guangsheng**  
**Minister of Foreign Trade and Economic  
Co-operation**

Shi Guangsheng was born in September 1939 in the county of Cungli, part of the province of Hebei. He graduated with a major in French from the Foreign Trade Institute in Beijing.

From 1965 to 1970, Mr. Shi worked in the office of the commercial counsellor at the Chinese Embassy in Mali. On his return to China, he worked with the China National Metals and Minerals Import and Export Corporation and later joined the commercial counsellor's office at the Chinese Embassy in Belgium.

Mr. Shi then served in senior positions with his former firm and with the Ministry of Foreign Economic Relations and Trade. He became assistant minister of the latter in 1991.

In 1993, Mr. Shi became vice-minister of Foreign Trade and Economic Co-operation. He was appointed Minister in March 1998.

## **Jean Chrétien**

### **Prime Minister of Canada**

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm and was director of the Bar of Trois-Rivières in 1962-63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, he became a minister of state attached to the Minister of Finance and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party of Canada. Elected to the House of Commons in a byelection, he was sworn in as Leader of the Opposition in December 1990.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the Quebec riding of Saint-Maurice in 1993, when his party won a majority of seats in the House. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993. He was returned as Prime Minister for a second term in the election of 1997.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

## **Lloyd Axworthy**

### **Minister of Foreign Affairs**

Lloyd Axworthy was born on Dec. 21, 1939. He graduated from United College (now the University of Winnipeg) and from Princeton University, receiving a doctorate in 1972.

During the 1960s and 1970s, he was a professor of political science at the University of Winnipeg and also served as director of the university's Institute of Urban Studies.

In June 1973, he was elected the Liberal member of the Manitoba legislative assembly representing the Fort Rouge constituency. He was re-elected in 1977.

First elected to Parliament in 1979, Mr. Axworthy was re-elected in 1980 to represent the riding of Winnipeg-Fort Garry. Between 1980 and 1984, he served as Minister of Employment and Immigration, Minister responsible for the Status of Women, and Minister of Transport.

Between 1984 and 1992, he held a variety of positions including critic for regional and industrial expansion and the Canadian Wheat Board; deputy critic for external affairs; critic for trade; and chairman of both the Liberal Trade Task Force and the Economic Policy Committee of the Liberal caucus.

Mr. Axworthy was appointed Minister of Foreign Affairs in 1996. He previously served as Minister of Human Resources Development and Minister of Western Economic Diversification.

Mr. Axworthy is married to Denise Ommaney. They have three children.

## **Sergio Marchi**

### **Minister for International Trade**

Sergio Marchi was born in Buenos Aires on May 12, 1956, and moved to Toronto with his family at a young age. He was educated at St. Basil's College and graduated with an honours degree in urban planning and sociology from York University in 1979.

Following graduation, Mr. Marchi became the executive assistant to a member of Parliament. In 1981 he served as special assistant to the Minister of State (Multiculturalism).

Mr. Marchi's political career began in North York, Ontario, where he was elected an alderman in 1982. He was first elected to the House of Commons in 1984 and has been the member of Parliament for the Ontario riding of York West ever since.

During his years in Opposition, Mr. Marchi served as critic for immigration, multiculturalism, transport, and labour. He has been a member of the Treasury Board, Social Policy, Economic Development Policy, and Program Review cabinet committees.

Mr. Marchi was appointed Minister of Citizenship and Immigration in 1993, Minister of the Environment in 1996, and Minister for International Trade in 1997.

Mr. Marchi and his wife, Laureen, have two children.

**Notes**